



Démêler la jungle des labels

Les efforts visant à rendre la filière des fleurs coupées plus durable prennent de l'ampleur. L'UE a adopté une législation qui obligera les grandes entreprises à davantage de transparence dès l'an prochain. Aux Pays-Bas, une initiative oriente le secteur depuis treize ans.

TEXTE ET PHOTO **Erika Jüsi**

Quiconque s'approvisionne, par exemple, à la bourse aux fleurs de Wangen reconnaît à la croix suisse sur l'étiquette la production indigène et, plus rarement, le Bourgeon Bio, seul label suisse de durabilité pour les fleurs coupées. Pour les produits étrangers, les indications concernant l'origine ou les méthodes de culture restent ponctuelles. Et ce, alors que, sur l'année, les fleurs importées constituent

la majeure partie de l'offre en Suisse. En 2024, elles ont été importées pour une valeur de 192 millions d'euros, dont 138 millions en provenance des Pays-Bas. La nécessité de rendre le commerce des fleurs plus durable fait aujourd'hui largement consensus. Les appels à davantage de transparence et à des pratiques commerciales respectueuses de l'humain et de l'environnement se multiplient. Toutefois, quiconque souhaite soutenir une

production responsable se trouve confronté, à l'échelle mondiale, à une profusion de labels dont la crédibilité est difficile à évaluer. Pour les Pays-Bas, leader incontesté des exportations de fleurs coupées et troisième importateur mondial, le développement durable du secteur est crucial. Le secteur vise la neutralité climatique d'ici 2040.

En 2012, des acteurs britanniques et néerlandais – chaînes de supermarchés, des

fleuristes spécialisés, des producteurs, des exportateurs et des ONG se sont réunis pour relever les défis d'un commerce de fleurs coupées plus responsable. Parmi eux figurait également Royal Flora Holland (RFH), la plus grande plateforme mondiale de négoce de fleurs. De cette initiative est née la Floriculture Sustainability Initiative (FSI). Depuis treize ans, elle œuvre à davantage de transparence dans le secteur des fleurs coupées et stimule les efforts de durabilité, tant aux Pays-Bas que dans des pays producteurs comme l'Équateur, l'Éthiopie, le Kenya, la Colombie ou encore en Europe. «L'objectif a toujours été d'ancrer la durabilité le plus largement possible», explique Jeroen Oudheusden, directeur de la FSI depuis 2013. «Au début, chacun tentait quelque chose de son côté, sans connaître les efforts des autres ni la marche à suivre», précise-t-il. Producteurs et négociants restaient en permanence en retard sur les exigences.

Les membres de la FSI ont décidé de ne pas créer leur propre label, mais d'apporter de la clarté parmi ceux existants. Ils ont défini une norme reposant sur trois piliers — protection de l'environnement, aspects sociaux et bonnes pratiques agricoles (GAP) — et ont mandaté des organismes indépendants pour examiner et évaluer les nombreuses certifications quant à leur contenu et à leurs standards d'audit.

Des années de mise en place

Aujourd'hui, seize certifications répondent aux critères de la FSI (voir encadré) et constituent ensemble le «FSI Basket of Standards». Selon les pays, un label garantissant des standards sociaux est requis. Mais la FSI va plus loin: «Les certifications sont utiles, mais l'objectif est d'obtenir une amélioration continue de la durabilité dans l'ensemble du secteur et de la rendre visible», souligne Oudheusden. Cela nécessite des données fiables. Au fil des années, la FSI a relié producteurs, négociants et certifications, et a numérisé ces informations. Grâce aux numéros GLN (Global Location Numbers), il est possible de retracer qui produit quoi et selon quels standards.

À l'échelle mondiale, environ 6000 producteurs sont déjà reconnus par la FSI, répartis sur toute la planète. «Nos quelque 100 membres achètent chaque année auprès d'eux 14 milliards de tiges et de pots.» Le membre le plus en vue est, aux côtés du géant de la distribution Aldi, Royal Flora

Holland. Selon son site internet, la coopérative traite quotidiennement 145 000 transactions et a réalisé en 2024 un chiffre d'affaires de plus de cinq milliards d'euros. La même année, environ 4500 exploitations ont utilisé la plateforme (3200 membres et 1200 producteurs qui n'y écoulent qu'une partie de leur récolte). D'ici 2027, Royal Flora Holland souhaite n'autoriser que des produits conformes à la FSI. Cela implique que l'ensemble de ses exploitations doivent être certifiées selon les critères FSI. D'après le service de presse, 78 % le sont déjà — et de nouveaux acteurs s'y ajoutent chaque semaine.

Marcel van der Lugt, de l'entreprise Lugt Lisianthus en Hollande-Méridionale, sait ce que signifie travailler selon les normes FSI. Membre de RFH, son exploitation est certifiée depuis environ cinq ans. «Il y a beaucoup à faire et beaucoup d'exigences, mais cela permet de prendre conscience de ses pratiques et d'identifier des pistes d'amélioration», explique-t-il. Pour lui, il n'y a pas d'alternative: «Seuls ceux qui deviennent plus respectueux de l'environnement auront le droit de continuer à produire à l'avenir.» La transparence qu'implique la certification permet également aux acteurs d'apprendre les uns des autres, ce que Van der Lugt considère comme le principal avantage de la FSI. «Nous devons tous nous y atteler, et idéalement ensemble.»

La plupart des grandes exploitations néerlandaises sont déjà certifiées et reconnues par la FSI. Afin d'intégrer aussi les nombreuses petites structures, le programme «FSI Compact» a été lancé. Il s'agit d'une procédure de certification simplifiée, destinée à répondre aux exigences tout en restant accessible aux petites entreprises.

Transparence en Suisse

Dans l'Union européenne, la Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) impose désormais aux grandes entreprises de rendre compte, dans leur rapport annuel, des impacts de leurs activités sur l'environnement et sur les personnes — tout au long de la chaîne de valeur. L'objectif de la Commission européenne est de rendre les entreprises comparables, de prévenir le greenwashing et de permettre aux clients comme aux investisseurs de prendre des décisions éclairées grâce à un reporting obligatoire et encadré. Royal Flora Holland est également soumise à cette directive. «Nous y voyons à la fois une obligation et une opportunité

FSI BASKET OF STANDARDS

I GAP
 E ENVIRONMENTAL
 S SOCIAL

- Amfori Code of Conduct S
- EHPEA Code of Practice I S
- ETI Base Code / SMETA S
- EU Organic Farming I E
- FairTrade Hired Labour Standard S
- FloriCompact I E
- Florverde Sustainable Flowers Standard I E S
- Global G.A.P. Floriculture Standard I
- Global G.A.P. IDA Module/Add-on I E
- Kenya Flower Council Silver Standard I E S
- MPS-ABC E
- MPS-Compact I E
- MPS-GAP I E
- MPS-SQ E S
- OHAS Grower Standard I
- Rainforest Alliance Certificate S
- SA8000 Standard S
- SIZA Environmental Standard E
- SIZA Social Standard S
- USDA National Organic Program I

d'intensifier encore nos efforts en matière de durabilité», indique son service de presse.

Malgré ces évolutions positives dans le commerce mondial des fleurs, les fleurs suisses restent, en saison, le choix le plus durable grâce à une législation stricte sur les produits phytosanitaires et à des distances de transport réduites. Les professionnels souhaitant limiter l'impact environnemental et social, y compris pour les importations, dépendent toutefois d'outils d'orientation dans le commerce intermédiaire — notamment d'un étiquetage transparent des produits. **■**

TRADUCTION AUTOMATIQUE

Cette traduction de l'article «Das Entwirren des Label-Dschungels» de Fleuriste 4/2026 a été réalisée avec l'aide de ChatGPT.